**ModÈle
À adapter**

DÉPARTEMENT DU MORBIHAN

ARRONDISSEMENT DE ……………………………….

COLLECTIVITÉ OU ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL…………………

Arrêté (modificatif) portant prise en compte des services antérieurs à la nomination en qualité de stagiaire

*(catégorie C – Échelle C2)*

Le Maire **OU** Le Président ;

VU le Code Général de la Fonction Publique, notamment les articles L320-1 à L327-12 ;

VU le décret n° 92-1194 du 4 novembre 1992 modifié fixant les dispositions communes applicables aux fonctionnaires stagiaires de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié relatif à l’organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° 2016-604 du 12 mai 2016 modifié fixant les différentes échelles de rémunération pour les fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale ;

VU le décret n° ………… du ………………….. modifié portant statut particulier du cadre d'emplois des ……………………………;

VU l'arrêté *(n°……………..., le cas échéant)* en date du ............................. portant nomination de M*. (nom, prénom, grade)* .................................................................................................. stagiaire à temps complet OU à temps non complet *(…...h….. hebdomadaires)* à compter du ................................. au 1er échelon de son grade ;

CONSIDÉRANT que M………………………….. a effectué ……… an(s) ……. mois ……… jours de services en qualité d'agent public non titulaire ;

CONSIDÉRANT que M……….…………………. a effectué …….. an(s) …….. mois …… jours de services dans le secteur privé ;

*(le cas échéant)* CONSIDÉRANT la durée du service national accompli par M............................... : ……… an(s) …………mois ……….. jours ;

CONSIDÉRANT que M ................................. a opté pour la prise en compte de ses services publics **OU** privés ;

# A R R Ê T E

***ARTICLE 1er :*** L'article …... *(indiquer l'article portant classement initial au 1er échelon)* de l'arrêté susvisé en date du ......................... est modifié comme suit :

 Compte tenu des services effectués dans le public, en application de l’article 5 II du décret n°2016-596,

**OU** Compte tenu des services effectués dans le privé, en application de l’article 6 II du décret n°2016-596,

Et du service national *(soit ……… mois)*.

M............................ sera classé*(e)* au …. échelon de son grade, indice brut : .........., indice majoré : ..........., et percevra une rémunération calculée sur la base d'un temps complet **OU** sur la base de …../35ème de la valeur du traitement correspondant à l'indice brut : …..., indice majoré : ….. Il *(Elle)* conservera dans cet échelon un reliquat d'ancienneté de ……………….. *(le cas échéant).*

***LE CAS ÉCHÉANT***(si reprise des services publics) M…………………….. conservera à titre personnel le bénéfice de sa rémunération antérieure en référence à l’indice brut :…… (jusqu'au jour où il bénéficie d'un indice brut conduisant à une rémunération au moins égale au montant de la rémunération maintenue, dans la limite de l’indice brut afférent au dernier échelon du grade dans lequel il est classé et sous réserve que l’agent justifie d’au moins 6 mois de services effectifs dans cet emploi au cours des 12 mois précédant cette nomination - cf. article 5-III décret n° 2016-596).

 ***ARTICLE 2 :*** Les autres articles demeurent inchangés.

***ARTICLE 3 :*** Le présent arrêté sera notifié à l’intéressé*(e)* et transmis au Préfet du Morbihan **OU** au Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de ……………………

Ampliation sera adressée aux :

* Président du centre de gestion de la fonction publique territoriale du Morbihan.
* Comptable de la collectivité *(ou de l’établissement)*.

Fait à ………………….., le …………………….,

Le Maire **OU** Le Président

*(porter les prénom et nom de l'autorité territoriale)*

Le Maire **OU** Le Président

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rennes dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l’application informatique « Télérecours Citoyens » accessible par le site internet wwww.telerecours.fr

Notifié le …………………………….,

Signature de l'agent